

**Interventions :**

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1946 (Services civils) : **LOI DE FINANCES : Son amendement à l'article 151 : Dépenses de reconstruction et d'équipement (A. de 1945, p. 674) ; le retire (p. 672) ;** — d'une proposition de loi de M. André Marie tendant à la modification de l'article 33 de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale : en qualité de **Rapporteur** : **Donne lecture de son rapport (A. de 1946, p. 241).** — Pose au Ministre de la Justice une question sur les sanctions prises contre ceux qui passent la frontière sans passeport (p. 368). — Son rapport supplémentaire, au nom du 1<sup>er</sup> bureau, sur les opérations électorales du département d'Alger [*Collège des électeurs français musulmans non citoyens*] (p. 740).

**DRAVENY (M. Lucien), Député du département de la Marne.**

Son élection est validée (A. de 1945, p. 51).  
= Est nommé membre de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (A. de 1945, p. 138).

**Dépôts :**

Le 15 mars 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer aux petits commerçants, artisans et industriels, le droit aux abattements pour charges de famille et la possibilité de déduire de leur bénéfice la valeur du salaire de leur femme et de leurs enfants travaillant effectivement avec eux, n° 681. — Le 11 avril 1946, une proposition de loi tendant à instituer une réglementation des conditions d'accès à la profession de coiffeurs pour hommes et dames, n° 995. — Le 10 avril 1946, une proposition de loi relative au statut de l'artisanat, n° 965.

**DREYFUS-SCHMIDT (M. Pierre), Député du territoire de Belfort.**

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).  
= Est nommé membre de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration

générale, départementale et communale (A. de 1945, p. 138).

**Dépôts :**

Le 28 décembre 1945, une proposition de loi tendant à obtenir en faveur des prisonniers le remboursement sur certaines bases des marks de camp en leur possession, n° 231. — Le 28 décembre 1945, une proposition de loi tendant à assurer aux prisonniers de guerre le versement des soldes qui leur sont réellement dues, n° 232. — Le 19 mars 1946, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur le projet de loi relatif à la suppression de certains services régionaux, n° 691.

**Interventions :**

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : **INTÉRIEUR (A. de 1945, p. 452) ;** — du projet de loi relatif à la suppression de certains services régionaux : en qualité de **Rapporteur**, donne lecture de son rapport (A. de 1946, p. 987, p. 990) ; Art. 15, *Ses observations* (p. 994) ; — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz ; Art. 13, *Amendement de M. Bouvier-O' Cottereau* (p. 1159) ; — de la proposition de loi de M. Bardoux relative à l'élection des membres de la Chambre des Députés ; Art. 2, *Défend l'amendement de M. Herriot* (p. 1365). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1763). — Prend part à la discussion : de propositions de loi relatives à la Constitution de la République : Art. 124, *Ses observations* (p. 2054) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 (Dispositions spéciales) ; Art. 19, *Soutient l'amendement de M. Herriot* (p. 2347).

**DUCLOS (M. Jacques), Député du département de la Seine (6<sup>e</sup> circonscription), Vice-Président de l'Assemblée Nationale Constituante.**

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).  
= Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire (A. de 1945,

p. 138). — Est élu Vice-Président de l'Assemblée Nationale Constituante (A. de 1945, p. 52).

### Dépôts :

Le 23 novembre 1945, une proposition de loi tendant à établir la Constitution de la République française, n° 20. — Le 23 novembre 1945, une proposition de loi tendant à procéder à l'organisation du contrôle du crédit, à la création de banques de l'économie nationale et à la mise sous tutelle, en vue de leur nationalisation, de certaines grandes banques, n° 21. — Le 29 novembre 1945, une proposition de résolution instituant une procédure exceptionnelle pour l'examen et le vote des projets de loi urgents, n° 41. — Le 11 décembre 1945, une proposition de loi tendant à la nationalisation de deux banques d'affaires : 1° Banque de Paris et des Pays-Bas ; 2° Banque de l'Union parisienne, et à l'ouverture de poursuites contre leurs dirigeants pour atteinte à la sûreté extérieure et intérieure de l'Etat, n° 82. — Le 15 janvier 1945, une proposition de loi tendant à la nationalisation des assurances, n° 281.

### Interventions :

En qualité de *Vice-président* de l'Assemblée Nationale Constituante : Préside : la séance du 20 décembre 1945 (A. de 1945, p. 257) ; la 1<sup>re</sup> séance du 30 décembre 1945 (p. 557) ; la séance du 1<sup>er</sup> février 1946 (A. de 1946, p. 191) ; la seconde partie de la séance du 19 février (p. 367) ; la 1<sup>re</sup> séance du 19 mars (p. 843) ; la 1<sup>re</sup> séance du 11 avril (p. 1659) ; la 1<sup>re</sup> séance du 12 avril (p. 1747) ; la 1<sup>re</sup> séance du 16 avril (p. 1884) ; la 1<sup>re</sup> séance du 26 avril (p. 2334) ; — Est entendu : sur la nomination d'une commission du règlement (A. de 1945, p. 3) ; — sur le règlement de l'ordre du jour (*Nomination du Chef du Gouvernement et limitation des pouvoirs de l'Assemblée*) (p. 58) ; — sur l'élection du Président du Gouvernement provisoire (p. 65 et suiv.) ; — sur la motion présentée par M. Baumel, tendant à la constitution d'un Gouvernement tripartite (p. 73 et suiv.) ; ses explications de vote (p. 79) ; — sur la déclaration ministérielle présentée par M. le général de Gaulle (p. 126 et suiv.) ; — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit : *Son amendement au*

*premier alinéa de l'article* (p. 165) ; *son amendement au deuxième alinéa de ce même article* (p. 166) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement à l'article 8 : Nationalisation des grandes banques de dépôt* (p. 171) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement tendant à insérer un article 15 bis* (p. 180) ; *le retire* (ibid.) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* (p. 187) ; — du projet de loi relatif au vote du projet de Budget pour l'exercice 1946 : *Son amendement au troisième alinéa de l'article premier* (p. 206) ; *le défend* (p. 207) ; — Est entendu au cours de la discussion de l'interpellation de M. Gazier sur les traitements des fonctionnaires : *Ses observations sur les ordres du jour* (p. 246) ; — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) ; LOI DE FINANCES : Discussion générale (p. 285 et suiv.) ; *Amendement de M. Rigal à l'article premier quater* (p. 298) ; *Son amendement à l'article 3* (p. 302) ; *Son deuxième amendement à l'article 3* (p. 306) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES : en qualité de *Rapporteur* : *donne lecture de son rapport* (p. 439) ; DISCUSSION GÉNÉRALE : *Méthodes de travail de l'Assemblée* (p. 591) ; *Situation financière et économique* (ibid. et suiv.) ; LOI DE FINANCES : Art. 159 bis : *Majorations de loyers* (p. 677) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble du budget* (p. 689) ; — Est entendu au sujet de l'interprétation de l'article 56 du Règlement (p. 336) ; — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la création d'un fonds monétaire international et d'une banque internationale pour la reconstruction et le développement : *Discussion générale* (p. 392) ; — du projet de loi relatif à certaines conséquences de la modification des taux de change dans la zone franc : *Ses explications de vote* (p. 405) ; — du projet de loi portant fixation du budget général de l'Etat (Dépenses militaires) pour le premier trimestre de l'exercice 1946 : *Amendement de M. Capdeville* (p. 717) ; *Ses explications de vote sur cet amendement* (p. 730) ; *Ses explications de vote sur l'amendement de M. Rose* (p. 736) ; — Intervient au cours de la discussion des interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement (A. de 1946, p. 102 et suiv.) ; — Intervient au cours de la discussion d'interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement (p. 162 et suiv.) ; de la discussion : du projet de loi modifiant et complétant la loi du 12 décembre 1945 relative au vote du projet de budget pour l'exer

cice 1946 : *Discussion générale* (p. 213) ; — du projet de loi relatif aux effectifs, au recrutement et aux limites d'âge des fonctionnaires : *Discussion générale* (p. 336 et suiv.) ; — Prend part à la discussion : de propositions de loi sur la Constitution et la déclaration des droits : *Contre-projet de M. Marie* (p. 673) ; Articles réservés : Art. 124 : *Amendement de M. Parent* (p. 2020) ; Art. 109 : *Ses observations* (p. 2050) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2064) ; *Observations de M. Schumann M.* (p. 2068) ; du projet de loi portant fixation des dépenses militaires de l'exercice 1946 : Chapitre 16 : *Amendement de M. Roucaute* (p. 1435) ; — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 1927, 2137) ; — Prend part à la discussion du projet et des propositions de loi relatives à la nationalisation de certaines sociétés d'assurances : Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations* (p. 2170) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2206).

**DUCLOS (M. Jean), Député du département de Seine-et-Oise (2<sup>e</sup> circonscription).**

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46).  
= Est nommé membre de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (A. de 1945, p. 139). — Est nommé membre de la Commission chargée de proposer des mesures de grâce amnistiante en Algérie (A. de 1946, p. 2084).

**Dépôts :**

Le 20 décembre 1945, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux grands invalides non bénéficiaires de l'article 10 de la loi du 31 mars 1919, l'assistance d'une tierce personne, n<sup>o</sup> 154.

**DUFOUR (M. André), Député du département de l'Isère.**

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).  
= Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (A. de 1945, p. 138) ; de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 139) ; de la Commission de comptabilité (*ibid.*).

**Dépôts :**

Le 28 mars 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur les propositions de résolution : 1<sup>o</sup> de M. Marcel Rosenblatt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour le déblocage et le change des avoirs des expulsés et déportés politiques des trois départements recouvrés ; 2<sup>o</sup> de M. Henri Meck et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à procéder à l'échange des marks bloqués des rapatriés de la Wehrmacht et déportés alsaciens et lorrains, n<sup>o</sup> 788. — Le 28 mars 1946, un rapport au nom de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression sur la proposition de résolution de M. Jean Duclos et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux grands invalides non bénéficiaires de l'article 10 de la loi du 31 mars 1919 l'assistance d'une tierce personne, n<sup>o</sup> 790.

**Interventions :**

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1946 (Services civils) **SECRETARIAT GÉNÉRAL DES ANCIENS COMBATTANTS** (A. de 1945, p. 430).

**DUMAS (M. Pierre), Député du département de la Haute-Garonne.**

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).  
= Est nommé membre : de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (A. de 1945, p. 139) ; de la Commission des territoires d'outre-mer (*ibid.*).

**DUMAT (M. Louis-Marie), Député du Maroc.**

Son élection est validée (A. de 1945, p. 51).  
= Est nommé membre de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (A. de 1945, p. 139).